

Capital régional et coopératif Desjardins

États financiers individuels
31 décembre 2021 et 2020
(en milliers de dollars canadiens)



Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins

Notre opinion

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD) aux 31 décembre 2021 et 2020, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (IFRS).

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers de CRCD, qui comprennent :

- les bilans individuels aux 31 décembre 2021 et 2020;
- les états individuels du résultat global pour les exercices terminés à ces dates;
- les états individuels des variations de l'actif net pour les exercices terminés à ces dates;
- les tableaux individuels des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates;
- les notes annexes, qui comprennent les principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers* de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants de CRCD conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada. Nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.



Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du rapport de gestion.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de CRCD à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider CRCD ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de CRCD.



Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers, pris dans leur ensemble, sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de CRCD;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de CRCD à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener CRCD à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.



Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

/s/PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

Montréal (Québec)
Le 10 février 2022

¹ CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique n° A117693

Bilans individuels

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions ordinaires en circulation et l'actif net par action ordinaire)	Notes	Au 31 décembre 2021 \$	Au 31 décembre 2020 \$
ACTIF			
Investissements à impact économique québécois	7	1 796 083	1 298 331
Autres investissements	8	735 584	917 914
Immobilisations incorporelles	10	6 033	7 222
Impôts sur le bénéfice	19	33 452	31 083
Comptes débiteurs	11	20 692	28 910
Encaisse	12	19 116	7 003
		2 610 960	2 290 463
PASSIF			
Passifs financiers	13	1 210	4 645
Impôts sur le bénéfice	19	3 801	4 234
Comptes créditeurs	14	11 246	8 786
		16 257	17 665
ACTIF NET	16	2 594 703	2 272 798
NOMBRE D' ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION		144 959 191	140 110 229
ACTIF NET PAR ACTION ORDINAIRE		17,90	16,22

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

Au nom du conseil d'administration de Capital régional et coopératif Desjardins,

(signé) Bernard Bolduc, B.A.A. Finance, IA S.A, administrateur

(signé) Jean-Guy Senécal, FCPA, FCA, B.A.A., administrateur

États individuels du résultat global

Pour les exercices terminés les 31 décembre

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation et le bénéfice net par action ordinaire)	Notes	2021 \$	2020 \$
PRODUITS			
Intérêts	7 et 8	28 410	25 122
Dividendes et distributions		39 208	22 656
Frais d'administration		333	455
		67 951	48 233
GAINS (PERTES) SUR INVESTISSEMENTS			
Réalisés		48 480	77 606
Non réalisés		163 795	(39 135)
		212 275	38 471
TOTAL DES PRODUITS ET DES GAINS SUR INVESTISSEMENTS		280 226	86 704
CHARGES			
Frais de gestion		26 168	21 321
Autres frais d'exploitation	18	8 573	5 160
Services aux actionnaires	18	11 147	11 270
		45 888	37 751
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS		234 338	48 953
Impôts sur le bénéfice (recouvrement)	19	(138)	2 524
BÉNÉFICE NET DE L'EXERCICE		234 476	46 429
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D' ACTIONS ORDINAIRES		140 551 094	137 788 362
BÉNÉFICE NET PAR ACTION ORDINAIRE		1,67	0,34

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

États individuels des variations de l'actif net

Pour les exercices terminés les 31 décembre

(en milliers de dollars canadiens)	Capital-actions (note 16)						Bénéfices non répartis	Actif net
	Actions « Émission » ⁽¹⁾		Actions « Échange » ⁽¹⁾		Total			
	Nombre	\$	Nombre	\$	Nombre	\$	\$	\$
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2020	126 847 667	1 523 336	13 262 562	198 918	140 110 229	1 722 254	550 544	2 272 798
Bénéfice net de l'exercice	—	—	—	—	—	—	234 476	234 476
Opérations sur le capital-actions								
Émission d'actions ordinaires	8 017 183	140 155	—	—	8 017 183	140 155	—	140 155
Rachat d'actions ordinaires ⁽²⁾	(3 136 784)	(33 681)	(31 437)	(472)	(3 168 221)	(34 153)	(18 573)	(52 726)
Échange d'actions ordinaires	(6 626 127)	(68 506)	6 626 127	99 855	—	31 349	(31 349)	—
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2021	125 101 939	1 561 304	19 857 252	298 301	144 959 191	1 859 605	735 098	2 594 703
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2019	131 551 585	1 529 277	13 297 742	199 445	144 849 327	1 728 722	579 744	2 308 466
Bénéfice net de l'exercice	—	—	—	—	—	—	46 429	46 429
Opérations sur le capital-actions								
Émission d'actions ordinaires	9 278 358	139 842	—	—	9 278 358	139 842	—	139 842
Rachat d'actions ordinaires ⁽²⁾	(13 988 260)	(145 842)	(29 196)	(435)	(14 017 456)	(146 277)	(75 662)	(221 939)
Échange d'actions ordinaires	5 984	59	(5 984)	(92)	—	(33)	33	—
SOLDE AU AU 31 DÉCEMBRE 2020	126 847 667	1 523 336	13 262 562	198 918	140 110 229	1 722 254	550 544	2 272 798

⁽¹⁾ Actions « Émission » désignent les actions ordinaires de catégorie A « Émission » et Actions « Échange » désignent les actions ordinaires de catégorie B « Échange »; collectivement appelées actions ordinaires.

⁽²⁾ Ces données ne tiennent pas compte des demandes de rachat effectuées dans les 30 jours suivant la date de souscription.

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

Tableaux individuels des flux de trésorerie

Pour les exercices terminés les 31 décembre

(en milliers de dollars canadiens)	2021 \$	2020 \$
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		
Bénéfice net de l'exercice	234 476	46 429
Ajustements sans effet sur la trésorerie		
Pertes (gains) sur investissements	(212 275)	(38 471)
Amortissement des primes et des escomptes sur les autres investissements	(880)	(1 178)
Amortissement des immobilisations incorporelles	3 019	1 390
Impôts différés	(3 726)	4 066
Intérêts capitalisés et autres éléments hors caisse	(3 861)	(5 537)
Variation des actifs et des passifs opérationnels		
Impôts sur le bénéfice recouvrés	924	1 403
Comptes débiteurs	(1 537)	181
Comptes créditeurs	2 647	160
Acquisition d'investissements à impact économique québécois	(514 382)	(174 806)
Produit de la cession d'investissements à impact économique québécois	220 862	152 942
Acquisition d'autres investissements	(944 825)	(935 230)
Produit de la cession d'autres investissements	1 138 652	1 009 716
	(80 906)	61 065
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(1 830)	(4 146)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Émission d'actions ordinaires	140 155	139 842
Rachat d'actions ordinaires	(52 726)	(221 939)
	87 429	(82 097)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice	4 693	(25 178)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	21 602	46 780
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	26 295	21 602
Autres renseignements sur les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Intérêts reçus	20 553	18 115
Dividendes et distributions reçus	21 947	22 140
Impôts sur les bénéfices recouvrés (payés)	(2 665)	2 945

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

Notes afférentes aux états financiers individuels

Note 1 – Loi constitutive, administration et investissements

Loi constitutive

Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD) est constitué par une loi sanctionnée par l'Assemblée nationale du Québec (R.L.R.Q. c. C-6.1) (la « Loi »), et est réputé avoir été constitué par dépôt de statuts le 1^{er} juillet 2001. CRCD a commencé ses activités le 5 novembre 2001 et est une personne morale à fonds social. CRCD a comme place d'affaires le 2, complexe Desjardins, tour Est, bureau 1717, Montréal (Québec), Canada, et son siège social est situé au 100, rue des Commandeurs, Lévis (Québec), Canada.

Administration

Les activités de CRCD sont administrées par un conseil d'administration composé de 13 membres. Des changements à la gouvernance de CRCD ont été apportés comme le prévoyait la « Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions des discours sur le budget du 17 mars 2016, du 28 mars 2017, du 27 mars 2018 et du 21 mars 2019 » (LQ 2020 c.5) sanctionnée par l'Assemblée nationale du Québec le 17 mars 2020. Ainsi, depuis l'assemblée générale annuelle du 26 mars 2021, le conseil d'administration se compose comme suit :

- six membres nommés par la présidence de la Fédération des caisses Desjardins du Québec;
- trois membres élus par l'assemblée générale des actionnaires;
- trois membres nommés par les neuf membres nommés précédemment, dont une personne que ces membres jugent représentative des coopératives admissibles et une autre des autres entités admissibles décrites dans la Loi; et
- un administrateur Relations avec le Mouvement Desjardins nommé par les douze administrateurs.

Investissements

CRCD peut faire des investissements avec ou sans garantie ou cautionnement, principalement dans des entités admissibles. Les entités admissibles comprennent une coopérative admissible et une société ou une personne morale qui exploite activement une entreprise dont la majorité des employés résident au Québec et dont l'actif est inférieur à 100 M\$, ou l'avoir net, inférieur ou égal à 50 M\$. L'investissement est généralement prévu pour une durée de trois à vingt ans.

CRCD peut investir jusqu'à 5 % de son actif (tel qu'il est établi sur la base de la dernière évaluation d'experts-comptables) dans une même entreprise ou une coopérative admissible. Ce pourcentage peut être porté jusqu'à 10 % pour permettre à CRCD d'acquérir des titres d'une entité faisant des affaires au Québec, mais qui n'est pas une entité admissible. Dans un tel cas, CRCD ne peut, directement ou indirectement, acquérir ni détenir des actions représentant plus de 30 % des droits de vote pouvant être exercés en toutes circonstances.

En vertu de la Loi, d'autres investissements peuvent se qualifier comme étant admissibles, tels les investissements dans certains fonds d'investissement, si les conditions spécifiques prévues par la Loi sont respectées.

Les investissements admissibles de CRCD, selon la définition donnée par la Loi, doivent représenter, en moyenne, au moins 65 % de l'actif net moyen de CRCD de l'année précédente.

De plus, une partie représentant au moins 35 % de ce pourcentage doit être investie dans des entités situées dans les régions ressources du Québec ou dans des coopératives admissibles, selon la définition de la Loi.

Si au terme d'un exercice, une de ces cibles n'est pas atteinte, l'émission de capital autorisée pourrait être réduite pour la période de capitalisation suivant la fin de cet exercice. Au 31 décembre 2021 et 2020, les cibles ont été atteintes.

Note 2 – Mode de présentation

Déclaration de conformité

CRCD a établi les présents états financiers individuels (les « états financiers ») conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Ces états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration le 10 février 2022.

Base d'évaluation

Ces états financiers ont été préparés sur la base de la juste valeur, sauf en ce qui concerne l'encaisse, les comptes débiteurs, les comptes créditeurs, les immobilisations incorporelles ainsi que les impôts, qui sont évalués au coût amorti et au coût.

Entité d'investissement

CRCD compte plusieurs actionnaires qui ne lui sont pas liés et détient plusieurs investissements directement et indirectement dans des fonds sous-jacents. Les participations dans CRCD sont sous forme d'actions rachetables, sujettes à certaines conditions, qui sont présentées dans l'actif net, conformément à l'exemption visant les titres d'instruments remboursables au gré de l'actionnaire selon la Norme comptable internationale IAS 32, *Instruments financiers : Présentation*.

CRCD a conclu qu'il constitue une entité d'investissement selon l'IFRS 10, *États financiers consolidés*, car il obtient des fonds de plusieurs actionnaires, prend l'engagement auprès de ceux-ci de gérer les fonds dans le but d'apporter du rendement sur le capital, et mesure et évalue la performance de ses investissements sur une base de juste valeur. Conséquemment, CRCD ne prépare pas d'états financiers consolidés, et les investissements dans les filiales et les entités associées présentés dans les investissements à impact économique québécois sont comptabilisés à la juste valeur.

Monnaie de présentation et monnaie fonctionnelle

Ces états financiers individuels sont exprimés en dollars canadiens, cette monnaie étant également la monnaie fonctionnelle de CRCD. Les chiffres présentés dans les tableaux des notes afférentes sont en milliers de dollars, sauf indication contraire. Le symbole M\$ est utilisé pour désigner les millions de dollars.

Note 3 – Principales méthodes comptables

a) Instruments financiers

CRCD comptabilise les instruments financiers à la juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. Les achats ou les ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction.

Classement et évaluation

Les actifs financiers sont classés en fonction des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels ainsi que du modèle économique en vertu duquel ils sont détenus.

Caractéristiques des flux de trésorerie contractuels

Pour que le critère lié aux caractéristiques des flux de trésorerie soit respecté aux fins du classement d'un actif financier, il faut que les flux de trésorerie liés à cet actif correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû. Le principal correspond généralement à la juste valeur de l'actif financier lors de sa comptabilisation initiale. L'intérêt consiste principalement en une contrepartie pour la valeur temps de l'argent et le risque de crédit associés au principal restant dû sur une période donnée.

Modèles économiques

Les modèles économiques que suit CRCD sont déterminés d'une manière qui reflète la façon dont les groupes d'actifs financiers sont gérés en vue d'atteindre un objectif économique donné. Les modèles économiques représentent la manière dont CRCD gère ses actifs financiers afin de produire des flux de trésorerie, c'est-à-dire qu'ils reflètent si les flux de trésorerie découleront de la perception des flux de trésorerie contractuels, de la vente des actifs financiers ou des deux. Les modèles économiques établis par CRCD se définissent comme suit :

- Détenus pour percevoir les flux de trésorerie contractuels : L'objectif de détention des actifs financiers est la perception des flux de trésorerie contractuels;
- Détenus pour percevoir les flux de trésorerie contractuels et vendre : L'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente des actifs financiers; et
- Autres modèles économiques : L'objectif ne cadre avec aucun des modèles économiques susmentionnés.

Le classement et l'évaluation des actifs et passifs financiers de CRCD se résument comme suit :

- Les investissements à impact économique québécois, les autres investissements et les montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net puisque leur détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de gérer et d'évaluer la performance des investissements sur une base de la juste valeur.
- L'encaisse et les comptes débiteurs sont évalués au coût amorti, qui se rapproche de leur juste valeur, puisque leur détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de percevoir les flux de trésorerie contractuels et qu'ils répondent aux critères du test des caractéristiques des flux contractuels correspondant uniquement à des remboursements de capital et d'intérêt.
- Les comptes créditeurs sont classés et évalués au coût amorti, qui se rapproche de leur juste valeur tandis que les passifs financiers sont désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les passifs financiers sont décomptabilisés à l'extinction de l'obligation, soit à la date où l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou expirée.
- Les garanties et cautionnements sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net, ainsi toute plus-value (moins-value) qui en résulte est comptabilisée aux états individuels du résultat global sous la rubrique « Gains (pertes) sur investissements ».

Note 3 – Principales méthodes comptables (suite)

b) Évaluation de la juste valeur

La juste valeur s'entend du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Juste valeur des actifs et des passifs négociés sur des marchés

La juste valeur des actifs et des passifs négociés sur des marchés considérés comme actifs est basée sur le prix coté situé entre le cours acheteur et le cours vendeur qui reflète le mieux la juste valeur selon les circonstances. Dans certains cas, si le marché n'est pas considéré comme actif, le dernier prix coté situé entre le cours vendeur et le cours acheteur peut être ajusté pour refléter adéquatement la juste valeur.

Juste valeur des actifs et des passifs qui ne sont pas négociés sur des marchés

Lorsque des actifs et des passifs ne sont pas négociés sur des marchés, la juste valeur est déterminée à partir de techniques d'évaluation choisies selon certains critères déterminés et en fonction des conditions qui prévalent sur les marchés à chaque date de présentation de l'information financière. Les principaux instruments financiers qui ne sont pas négociés sur des marchés sont inclus dans les investissements à impact économique québécois. Les techniques utilisées se basent sur des principes d'évaluation comportant des lignes directrices généralement utilisées dans l'industrie par les professionnels en évaluation d'entreprise. Ces principes d'évaluation sont approuvés par le conseil d'administration de CRCD. La méthode d'évaluation employée pour un instrument financier donné est généralement la même d'une période à l'autre, sauf dans les cas où un changement aboutit à des estimations plus précises de la juste valeur. Comme le contexte propre à chaque entité sous-jacente à ces instruments financiers est en constante évolution, des changements de techniques d'évaluation se produisent à chaque période de présentation de l'information financière.

Prêts et avances, actions non participantes

La juste valeur des prêts et avances ainsi que des actions non participantes est déterminée par l'actualisation des flux monétaires contractuels qui devraient être perçus par CRCD en utilisant un taux d'actualisation qui reflète le rendement qu'il exigerait compte tenu du risque de crédit de l'entité.

Note 3 – Principales méthodes comptables (suite)

b) Évaluation de la juste valeur (suite)

Actions participantes

La principale technique utilisée pour déterminer la juste valeur des actions participantes est celle de la capitalisation des flux monétaires. Les deux principales variables utilisées dans cette technique sont le flux monétaire caractéristique et le taux de capitalisation. Pour déterminer le flux monétaire caractéristique, une estimation des flux monétaires récurrents est effectuée à partir des résultats historiques de l'entité et/ou de ses prévisions financières. Par la suite, un facteur de pondération est appliqué à chacun des flux retenus afin de refléter sa probabilité de réalisation. Le taux de capitalisation utilisé pour capitaliser le flux caractéristique ainsi obtenu reflète la façon selon laquelle l'entité pourrait financer ses opérations et les risques afférents à la réalisation de ce flux caractéristique.

Lorsque le prix d'une transaction récente négocié entre des parties non liées dans des conditions normales de concurrence est disponible, cette technique d'évaluation est retenue. Il peut être aussi approprié d'utiliser une technique basée sur une offre d'achat reçue d'un tiers lorsque celle-ci est jugée sérieuse et crédible. Un jugement est nécessaire afin de déterminer si la juste valeur de cette transaction récente ou de l'offre d'achat représente la meilleure indication de la juste valeur à la date d'évaluation. La période pendant laquelle il est jugé approprié de faire référence à une transaction passée ou à une offre d'achat dépend des circonstances propres à chaque investissement.

Une autre technique d'évaluation utilisée est celle de l'actif net redressé qui consiste à réévaluer l'ensemble des actifs et des passifs qui se trouvent au bilan de l'entité ou du fonds à leur juste valeur à la date de l'évaluation. Les principaux redressements effectués sont ceux liés à la juste valeur des actifs et des passifs, aux nouvelles informations disponibles et aux événements importants survenus entre la date du bilan de l'entité ou du fonds et la date d'évaluation.

Fonds d'actions mondiales, fonds d'actions canadiennes, fonds immobiliers et fonds de stratégies d'actions neutres au marché

Les participations en fonds d'actions mondiales, fonds d'actions canadiennes, fonds immobiliers et fonds de stratégies d'actions neutres au marché sont inscrites à leur juste valeur. La juste valeur représente l'actif net par part, tel qu'elle est établie par les fonds en date du bilan.

Garanties et cautionnements

Les garanties et cautionnements sont des garanties de pertes accordées aux créanciers de l'entreprise en portefeuille. Lorsqu'il est probable qu'un montant devra être déboursé par CRCD relativement à une garantie ou un cautionnement qu'il a accordé, une moins-value équivalente à l'estimation du montant à assumer sera comptabilisée à titre de passif.

Billet

Le billet à recevoir est lié à un investissement à impact économique québécois et est comptabilisé à la juste valeur, qui correspond à la somme que CRCD aurait à recevoir en vertu de l'entente contractuelle sous-jacente à ce billet à la date de présentation de l'information financière.

Passifs financiers

Les passifs financiers sont liés à certains investissements à impact économique québécois et sont comptabilisés à leur juste valeur, qui correspond à la somme que CRCD aurait à verser en vertu des ententes contractuelles sous-jacentes à ces passifs financiers à la date de présentation de l'information financière.

Note 3 – Principales méthodes comptables (suite)

b) Évaluation de la juste valeur (suite)

Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois

La juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois est déterminée selon la méthode d'actualisation des flux monétaires contractuels et prend notamment en considération le risque de crédit du débiteur. Généralement, l'estimation des montants à recevoir et du moment de leur recouvrement dépend d'événements futurs ou de la réalisation de certaines conditions.

c) Immobilisations incorporelles

Le développement informatique est essentiellement composé des coûts relatifs au développement d'applications pouvant être utilisées à l'interne ou pour fournir des services aux actionnaires. Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées initialement au coût. Après la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles sont évaluées au coût, diminuées, le cas échéant, de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur. Ces coûts sont capitalisés lorsque la phase de développement de l'application commence. Les dépenses engagées avant cette phase sont comptabilisées en charges.

Les immobilisations incorporelles sont amorties en fonction de leur durée d'utilité déterminée selon la méthode et la durée suivante :

Incorporelles	Méthode	Durée
Développement informatique	linéaire	3 ans

L'amortissement des immobilisations incorporelles commence dès qu'elles sont prêtes à être mises en service. La méthode d'amortissement et leurs durées d'utilité sont révisées au moins une fois par année. Tout changement est comptabilisé de manière prospective comme un changement d'estimation comptable.

Dépréciation des immobilisations

La valeur comptable des immobilisations incorporelles est revue à chaque date de présentation de l'information financière afin de déterminer s'il existe des indications qu'un actif a subi une perte de valeur. Si de telles indications existent, la valeur recouvrable de l'actif est estimée. Pour les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être utilisées, un test de dépréciation annuel est effectué en comparant leur valeur comptable à leur valeur recouvrable.

d) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et des instruments de marché monétaire dont l'échéance au moment de l'acquisition est inférieure à 90 jours.

Note 3 – Principales méthodes comptables (suite)

e) Capital-actions

Les actions ordinaires de CRCD sont rachetables au gré de l'actionnaire, soumises à certaines conditions, et constituent donc des passifs financiers. Elles sont toutefois présentées dans l'actif net, car elles possèdent toutes les caractéristiques suivantes :

- Elles accordent à l'actionnaire le droit à une quote-part de l'actif net de CRCD en cas de liquidation de celui-ci;
- Elles appartiennent à une catégorie qui est subordonnée à toutes les autres catégories d'instruments de CRCD;
- Elles possèdent des caractéristiques identiques à tous les autres instruments de cette catégorie;
- À l'exception de l'obligation contractuelle pour CRCD de racheter ou de rembourser l'instrument en trésorerie ou à partir d'un autre actif financier, elles n'incluent pas l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou un autre actif financier à une autre entité, ni d'échanger des actifs financiers ou des passifs financiers avec une autre entité dans des conditions potentiellement défavorables à CRCD; il ne s'agit pas non plus d'un contrat qui sera ou qui peut être réglé en actions de CRCD; et
- Le total des flux de trésorerie attendus attribuables aux actions, sur leur durée de vie, est basé essentiellement sur le résultat net, la variation de l'actif net comptabilisé ou la variation de la juste valeur de l'actif net comptabilisé et non comptabilisé de CRCD sur la durée de vie des actions (à l'exclusion de l'effet des actions).

f) Constatation des produits

Intérêts

Pour les investissements à impact économique québécois, les intérêts sont comptabilisés au taux contractuel lorsque leur encaissement est raisonnablement assuré. Pour les autres investissements, les intérêts sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'amortissement des primes et des escomptes selon cette méthode est enregistré aux états individuels du résultat global, sous la rubrique « Intérêts ».

Dividendes et distributions

Les dividendes sont comptabilisés à la date d'inscription aux registres des actionnaires et lorsqu'ils sont déclarés par les sociétés émettrices des actions ou encaissés.

Les distributions sont comptabilisées lorsqu'elles sont déclarées par les fonds du portefeuille des autres investissements.

Frais d'administration

Les frais d'administration sont comptabilisés lors de la première souscription d'un actionnaire et lors de la fermeture du compte par celui-ci.

Note 3 – Principales méthodes comptables (suite)

f) Constatation des produits (suite)

Gains et pertes

Les gains et les pertes réalisés sur les investissements sont comptabilisés au moment de la vente et correspondent à l'écart entre le produit de la cession et le coût. Les variations de la juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements sont considérées comme un ajustement du produit de cession et sont donc comptabilisées comme gains et pertes réalisés. Les gains et les pertes réalisés sur un passif financier sont comptabilisés lorsque celui-ci est payé et correspondent à l'écart entre le montant payé par CRCD en règlement du passif financier et la valeur initiale. Ces gains et ces pertes ne prennent pas en compte les gains et les pertes non réalisés des exercices précédents, lesquels sont renversés et pris en compte dans les gains et les pertes non réalisés de l'exercice en cours.

g) Devise fonctionnelle et conversion de devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens, soit la devise fonctionnelle de CRCD, au cours de change en vigueur à la date de clôture de la période de présentation de l'information financière. Les produits et les charges sont convertis au cours de change à la date de transaction. Les plus-values ou les moins-values, réalisées ou non, sur les investissements résultant de ces conversions sont comptabilisées aux états individuels du résultat global sous la rubrique « Gains (pertes) sur investissements ». Pour les autres actifs et passifs monétaires libellés en devises, les variations liées à la conversion des devises sont présentées dans les « Autres frais d'exploitation » aux états individuels du résultat global. CRCD a recours à des contrats de change qui visent la couverture systématique du risque de devises relatif aux actifs évalués en devises, à moins que celui-ci ne fasse partie du rendement attendu à long terme de certaines catégories d'actifs. CRCD a choisi de ne pas appliquer la comptabilité de couverture.

h) Impôts

La charge d'impôts sur le bénéfice comprend la charge d'impôts exigibles et la charge d'impôts différés. Les impôts sur le bénéfice sont comptabilisés aux états individuels du résultat global, sauf s'ils concernent des éléments qui ont été comptabilisés hors résultat directement aux états individuels des variations de l'actif net. Dans ce cas, les impôts sur le bénéfice sont aussi comptabilisés hors résultat directement dans l'actif net.

L'impôt exigible est le montant de l'impôt sur le bénéfice payable au titre du bénéfice imposable de la période, calculé selon les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la clôture de la période de présentation de l'information financière et tout ajustement de l'impôt à payer à l'égard des périodes antérieures.

L'impôt différé est comptabilisé au titre des différences temporelles survenant entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leurs valeurs comptables dans les états financiers, sauf ceux liés aux gains latents décrits au paragraphe suivant. L'impôt différé est calculé sur une base non actualisée au moyen des taux d'impôt et des réglementations fiscales qui ont été adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture et dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif d'impôt différé sera réalisé ou le passif d'impôt différé sera réglé. Un actif d'impôt différé est comptabilisé seulement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur, auquel les différences temporelles pourront être imputées, sera disponible.

Note 3 – Principales méthodes comptables (suite)

h) Impôts (suite)

CRCD est assujéti à l'impôt fédéral et à l'impôt provincial sur son bénéfice. Il est également assujéti aux règles d'impôts applicables aux sociétés de placement à capital variable. Aux fins de l'impôt fédéral, CRCD peut, entre autres, obtenir le remboursement de son impôt payé sur ses gains en capital en procédant au rachat de ses actions. CRCD se considère, en substance, comme exempté des impôts fédéraux sur le bénéfice liés aux gains (pertes) en capital aux fins de l'application des IFRS et, par conséquent, ne constate aucun impôt différé relié aux gains (pertes) latents sur les investissements et aux recouvrements latents découlant des mécanismes fiscaux liés à l'impôt en main remboursable au titre des gains en capital. Aux fins de l'impôt provincial, les gains (pertes) en capital réalisés ne sont pas imposables (déductibles).

i) Bénéfice net par action ordinaire

Le bénéfice net par action ordinaire est obtenu en divisant le bénéfice net par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Note 4 – Jugements significatifs, estimations et hypothèses

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que CRCD exerce des jugements et ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés de certains actifs, passifs, produits et charges ainsi que sur l'information connexe. Des modifications apportées aux hypothèses peuvent avoir une incidence importante sur les états financiers de la période au cours de laquelle ces hypothèses ont été modifiées. CRCD estime que les hypothèses utilisées sont appropriées et que ses états financiers individuels présentent, par conséquent, une image fidèle de sa situation financière et de ses résultats.

La principale méthode comptable qui a nécessité que CRCD porte des jugements subjectifs ou complexes, souvent sur des questions de nature incertaine, concerne l'évaluation de la juste valeur des actifs et des passifs qui ne sont pas négociés sur des marchés.

Un jugement important est posé sur les hypothèses utilisées dans les techniques d'évaluation. Bien que, dans la mesure du possible, ces techniques fassent appel à des données observables, la juste valeur est également établie au moyen de données et d'estimations internes (données non observables) qui tiennent compte des caractéristiques propres à l'instrument financier ainsi que de tout facteur pertinent pour l'évaluation. L'utilisation de données non observables requiert le recours au jugement de la part de CRCD afin que celles-ci reflètent les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer la juste valeur à partir de la meilleure information disponible dans les circonstances. CRCD considère comme des données observables les données de marché qui sont faciles à obtenir, diffusées et mises à jour périodiquement, fiables et vérifiables, non exclusives et fournies par des sources indépendantes qui sont des intervenants actifs sur le marché en question. La juste valeur reflète les conditions du marché à une date donnée et, pour cette raison, peut ne pas être représentative des justes valeurs futures.

Conformément aux exigences contenues dans le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement* mis en place par l'Autorité des marchés financiers (AMF), CRCD a mis en œuvre divers contrôles et procédures afin de s'assurer que l'évaluation des instruments financiers est appropriée et fiable. Les évaluations sont préparées par une équipe d'évaluateurs qualifiés qui s'appuient sur un processus structuré comportant plusieurs étapes de validation et de révision. Un comité d'évaluation de portefeuilles (CEP), formé majoritairement de membres qui sont des évaluateurs qualifiés indépendants, passe en revue semestriellement toute l'information pertinente concernant les évaluations du portefeuille d'investissements à impact économique québécois, afin de fournir une assurance raisonnable que le processus d'évaluation respecte les exigences réglementaires. De plus, un comité d'audit et de gestion des risques surveille le risque de non-conformité aux règles d'évaluation de portefeuille. En cas de non-conformité, le CEP en serait informé.

Note 4 – Jugements significatifs, estimations et hypothèses (suite)

COVID-19 – jugements significatifs, estimations et hypothèses

Étant donné qu'en date des présents états financiers l'évolution et les répercussions liés à la pandémie de la COVID-19 demeurent toujours incertaines, la situation continue d'apporter quelques incertitudes au niveau des hypothèses retenues. Bien que les techniques d'évaluation utilisées par CRCD pour déterminer la juste valeur des investissements à impact économique québécois qui ne sont pas négociés sur un marché actif soient demeurées essentiellement les mêmes, il existe un risque que les hypothèses utilisées et les projections retenues par CRCD puissent différer des résultats réels, ce qui pourrait occasionner une certaine volatilité de la juste valeur des instruments financiers et de l'actif net au cours des prochains semestres.

Note 5 – Modifications comptables futures

Il n'y a aucune norme comptable publiée par l'IASB qui n'est pas encore en vigueur au 31 décembre 2021 et qui pourrait avoir une incidence significative sur les états financiers de CRCD.

Note 6 – Risques associés aux instruments financiers

Les risques associés aux instruments financiers ayant une incidence sur la situation financière de CRCD sont discutés en détail dans les sections « Risque de marché », « Risque de crédit et de contrepartie », « Risque de concentration » et « Risque de liquidité » du rapport de gestion de CRCD, qui font partie intégrante des états financiers individuels audités.

Note 7 – Investissements à impact économique québécois

Le Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois peut être obtenu sur demande en écrivant au lieu d'affaires de CRCO ou en consultant son site Internet, à l'adresse www.capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	Au 31 décembre 2021		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Non garantis			
Actions ordinaires	473 766	149 227	622 993
Actions privilégiées	304 397	97 212	401 609
Parts de fonds	290 240	116 379	406 619
Prêts et avances	357 454	(6 454)	351 000
Billet ⁽¹⁾	125	1 764	1 889
Garantis			
Prêts et avances	14 641	(2 668)	11 973
Total	1 440 623	355 460	1 796 083

	Au 31 décembre 2020		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Non garantis			
Actions ordinaires	365 070	33 014	398 084
Actions privilégiées	312 033	66 994	379 027
Parts de fonds	254 357	93 455	347 812
Prêts et avances	154 473	(1 289)	153 184
Billet ⁽¹⁾	2 990	(72)	2 918
Garantis			
Prêts et avances	19 132	(1 826)	17 306
Total	1 108 055	190 276	1 298 331

⁽¹⁾ Le 28 septembre 2017, CRCO s'est engagé à investir sous la forme d'un billet, un montant maximum de 5,0 M\$ dans le fonds Desjardins - Innovatech S.E.C. (DI) qui utilisera cette somme pour effectuer des investissements à impact économique québécois. Ce billet contient une clause selon laquelle le montant à recevoir par CRCO sera équivalent à la juste valeur de l'investissement effectué par DI. Le produit reçu par DI lors d'une disposition partielle ou complète de l'investissement sera entièrement remis à CRCO et viendra réduire du même montant le billet à recevoir.

Les investissements à impact économique québécois incluent des investissements évalués en dollars américains pour une juste valeur en dollars canadiens de 162,2 M\$ (72,8 M\$ au 31 décembre 2020) et des investissements évalués en euros pour une juste valeur en dollars canadiens de 25,2 M\$ (11,8 M\$ au 31 décembre 2020).

Les ententes relatives aux investissements à impact économique québécois peuvent comporter des clauses prévoyant des options de conversion et de rachat.

Les prêts et avances portent intérêt au taux moyen pondéré de 7,6 % (8,0 % au 31 décembre 2020). Pour la quasi-totalité des prêts et avances portant intérêt, le taux d'intérêt est fixe. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021, les produits d'intérêts comptabilisés selon le taux contractuel sont de 19,8 M\$ (13,1 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020). La variation de la juste valeur des prêts et avances est imputable à l'évolution des taux exigés sur ces types de produits et à la variation du risque de crédit.

Les prêts et avances ont une durée moyenne résiduelle de 5,7 années (4,3 années au 31 décembre 2020), et la juste valeur de ces prêts et avances échéant dans moins d'un an est de 15,4 M\$ (13,4 M\$ au 31 décembre 2020).

Note 7 – Investissements à impact économique québécois (suite)

Répartition des investissements et des engagements par secteur d'activité

La répartition des investissements et des engagements par secteur d'activité s'établit comme suit :

Secteur d'activité	Au 31 décembre 2021				Total \$
	Manufacturier \$	Services \$	Innovations technologiques \$	Fonds \$	
Investissements, au coût	645 550	394 334	110 374	290 365	1 440 623
Gain (perte) non réalisé	169 923	59 290	8 104	118 143	355 460
Juste valeur	815 473	453 624	118 478	408 508	1 796 083
Fonds engagés mais non déboursés ⁽¹⁾	52 100	20 552	2 416	114 105	189 173
Garanties et cautionnements ^{(1) (2)}	3 724	6 233	—	—	9 957
Total	871 297	480 409	120 894	522 613	1 995 213

Secteur d'activité	Au 31 décembre 2020				Total \$
	Manufacturier \$	Services \$	Innovations technologiques \$	Fonds \$	
Investissements, au coût	584 520	214 474	51 714	257 347	1 108 055
Gain (perte) non réalisé	79 896	21 757	(4 760)	93 383	190 276
Juste valeur	664 416	236 231	46 954	350 730	1 298 331
Fonds engagés mais non déboursés ⁽¹⁾	13 242	11 050	4 965	202 512	231 769
Garanties et cautionnements ^{(1) (2)}	224	6 233	—	—	6 457
Total	677 882	253 514	51 919	553 242	1 536 557

⁽¹⁾ Les fonds engagés, mais non déboursés, ainsi que les garanties et cautionnements n'apparaissent pas au bilan.

⁽²⁾ En vertu de l'article 22 de sa loi constitutive, lorsque CRCD fait un investissement sous la forme d'une garantie ou d'un cautionnement, il doit établir et maintenir pour la durée d'un tel investissement une réserve équivalente à au moins 50 % de sa valeur. Cette réserve est constituée à même les Autres investissements.

Garanties et cautionnements

Au 31 décembre 2021, CRCD a consenti des garanties d'un montant total de 10,0 M\$ (6,5 M\$ au 31 décembre 2020), dans le cadre de cautions adossées à des prêts octroyés à des entreprises dans lesquelles CRCD a investi. Ces garanties ne peuvent être invoquées que dans le cas où une entreprise ne respecterait pas ses obligations contractuelles. La durée de ces cautions est de deux à cinq ans.

Au 31 décembre 2021 et au 31 décembre 2020, aucun montant n'a été comptabilisé dans les passifs à titre de provision pour perte découlant de ces cautionnements consentis.

Note 7 – Investissements à impact économique québécois (suite)

Fonds engagés, mais non déboursés

Les fonds engagés, mais non déboursés, représentent les investissements qui ont déjà été convenus et pour lesquels des montants ont été engagés par CRCD, mais non encore déboursés à la date de présentation de l'information financière. Les débours futurs sont assujettis au respect de certaines conditions. En supposant que les conditions seront respectées, l'échéancier estimé des paiements exigibles au cours des prochains exercices terminés les 31 décembre est le suivant :

2022 \$	2023 \$	2024 \$	2025 \$	2026 et après \$	Total \$
133 763	32 272	6 684	5 193	11 261	189 173

Investissements dans les filiales et les entités associées

À la suite des analyses quantitatives et qualitatives effectuées, CRCD a déterminé qu'il détient le contrôle (filiales) ou qu'il exerce une influence notable (entités associées) sur le nombre d'entités suivant :

	Au 31 décembre 2021		Au 31 décembre 2020	
	Nombre	Juste valeur \$	Nombre	Juste valeur \$
Filiales				
Entreprises partenaires	7	304 638	7	216 875
Entités associées				
Entreprises partenaires	43	467 080	27	287 097
Fonds	10	381 941	11	326 660

L'établissement principal de ces entités est au Québec et le pays de constitution est le Canada.

Les participations dans le capital-actions des entreprises partenaires sont constituées d'actions ordinaires et d'actions privilégiées. Le pourcentage des titres de participation détenus par CRCD dans chacune de ces entreprises partenaires est de 50 % et plus pour les filiales et se situe entre 2 % et 45 % au 31 décembre 2021 (2 % et 45 % au 31 décembre 2020) pour les entités associées. Au 31 décembre 2021, les droits de vote sont équivalents à la proportion des intérêts détenus à l'exception de deux filiales et trois entités associées (deux filiales au 31 décembre 2020).

Au 31 décembre 2021 et au 31 décembre 2020 les participations dans les fonds sont constituées de parts, et le pourcentage de détention varie entre 13 % et 95 %.

Note 8 – Autres investissements

Le Relevé des autres investissements non audité peut être obtenu sur demande en écrivant à la place d'affaires de CRCD ou en consultant son site Internet à l'adresse www.capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	Au 31 décembre 2021		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Obligations			
Fédérales ou garanties	188 915	(104)	188 811
Provinciales, municipales ou garanties	128 527	266	128 793
	317 442	162	317 604
Instrument de marché monétaire ⁽¹⁾	8 322	—	8 322
Contrats de change ⁽²⁾	—	2 340	2 340
Fonds d'actions canadiennes	83 960	17 354	101 314
Fonds d'actions mondiales	58 535	3 403	61 938
Fonds immobiliers	71 343	7 849	79 192
Fonds de stratégies d'actions neutres au marché	156 014	8 860	164 874
Total	695 616	39 968	735 584

	Au 31 décembre 2020		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Obligations			
Fédérales ou garanties	179 829	4 865	184 694
Provinciales, municipales ou garanties	203 529	14 369	217 898
Institutions financières	48 335	3 647	51 982
Sociétés	66 091	6 121	72 212
	497 784	29 002	526 786
Instrument de marché monétaire ⁽¹⁾	31 508	—	31 508
Contrats de change ⁽²⁾	—	719	719
Fonds d'actions canadiennes	60 777	5 813	66 590
Fonds d'actions mondiales	113 463	4 150	117 613
Fonds immobiliers	110 778	957	111 735
Fonds de stratégies d'actions neutres au marché	62 247	716	62 963
Total	876 557	41 357	917 914

Note 8 – Autres investissements (suite)

Répartition des obligations par échéance

	Au 31 décembre 2021			
	Moins de 1 an \$	De 1 an à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Coût	4 130	3 329	309 983	317 442
Valeur nominale	4 131	3 330	318 225	325 686
Juste valeur	4 130	3 499	309 975	317 604
Taux moyen nominal ⁽³⁾	0,35 %	2,98 %	1,46 %	1,46 %
Taux moyen effectif	0,35 %	2,99 %	1,69 %	1,68 %

	Au 31 décembre 2020			
	Moins de 1 an \$	De 1 an à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Coût	3 003	13 977	480 804	497 784
Valeur nominale	3 000	13 774	496 197	512 971
Juste valeur	3 011	14 766	509 009	526 786
Taux moyen nominal ⁽³⁾	1,31 %	2,43 %	1,98 %	1,99 %
Taux moyen effectif	0,94 %	2,11 %	2,01 %	2,00 %

⁽¹⁾ Au 31 décembre 2021 et au 31 décembre 2020, les instruments de marché monétaire sont composés principalement de bons du Trésor, de papiers commerciaux et d'acceptations bancaires.

⁽²⁾ Les contrats de change pour vendre un notionnel de 114,0 M\$ US (69,6 M\$ US au 31 décembre 2020) et un notionnel de 15,8 M€ (7,6 M€ au 31 décembre 2020) ont une échéance de trois mois.

⁽³⁾ La quasi-totalité des obligations portent intérêt à taux fixe.

Les autres investissements incluent des investissements qui sont exposés aux monnaies étrangères pour une juste valeur de 61,5 M\$ (111,5 M\$ au 31 décembre 2020).

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021, les produits d'intérêts sur les obligations comptabilisés selon le taux d'intérêt effectif sont de 6,7 M\$ (11,5 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020).

Fonds engagés, mais non déboursés

Les fonds engagés, mais non déboursés représentent les investissements qui ont déjà été convenus dans les fonds immobiliers et pour lesquels des montants ont été engagés par CRCD, mais non encore déboursés à la date de présentation de l'information financière. L'échéancier estimé des paiements exigibles au cours des prochains exercices terminés les 31 décembre est le suivant :

2022 \$	2023 \$	2024 \$	2025 \$	2026 et après \$	Total \$
39 313	—	—	—	—	39 313

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers

Niveaux hiérarchiques des instruments financiers évalués à la juste valeur

CRCD a catégorisé ses instruments financiers selon les trois niveaux hiérarchiques suivants :

- Niveau 1 : évaluation basée sur les cours (non ajustés) observés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : les données concernant l'actif ou le passif utilisées dans l'évaluation, autres que les cours du marché inclus dans les données d'entrée de niveau 1, sont observables directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix);
- Niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif utilisées dans l'évaluation ne sont pas fondées sur des données observables de marché (à savoir des données non observables).

Les tableaux qui suivent présentent la répartition des évaluations à la juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur aux bilans selon ces trois niveaux :

	Au 31 décembre 2021			
	Niveau 1 \$	Niveau 2 \$	Niveau 3 \$	Total \$
Actifs financiers				
Investissements à impact économique québécois	28 098	—	1 767 985	1 796 083
Autres investissements	645 652	10 740	79 192	735 584
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	—	—	9 668	9 668
Total des actifs financiers	673 750	10 740	1 856 845	2 541 335
Passifs financiers	—	—	1 210	1 210
	Au 31 décembre 2020			
	Niveau 1 \$	Niveau 2 \$	Niveau 3 \$	Total \$
Actifs financiers				
Investissements à impact économique québécois	19 396	—	1 278 935	1 298 331
Autres investissements	642 389	163 790	111 735	917 914
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	—	—	19 423	19 423
Total des actifs financiers	661 785	163 790	1 410 093	2 235 668
Passifs financiers	—	—	4 645	4 645

Les transferts entre les niveaux hiérarchiques des instruments financiers évalués à la juste valeur se font à la date de clôture de la période visée. Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (aucun transfert au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2020).

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers (suite)

Instruments financiers classés dans le niveau 3

Les tableaux suivants présentent le rapprochement entre les soldes de début et de fin des instruments financiers classés dans le niveau 3 :

	Au 31 décembre 2021			
	Investissements à impact économique québécois \$	Autres investissements \$	Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois \$	Passifs financiers \$
Juste valeur au 31 décembre 2020	1 278 935	111 735	19 423	(4 645)
Gains (pertes) réalisés	28 867	4 920	4 322	411
Gains (pertes) non réalisés	167 055	6 892	—	—
Acquisitions/émissions	521 041	20 597	2 722	—
Cessions/remboursements	(227 913)	(64 952)	(16 799)	3 024
Juste valeur au 31 décembre 2021	1 767 985	79 192	9 668	(1 210)
Gains (pertes) non réalisés du résultat global sur les investissements et les passifs financiers détenus au 31 décembre 2021	167 231	6 892	—	—

	Au 31 décembre 2020			
	Investissements à impact économique québécois \$	Autres investissements \$	Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois \$	Passifs financiers \$
Juste valeur au 31 décembre 2019	1 226 090	112 062	23 031	(2 252)
Gains (pertes) réalisés	61 242	—	13 376	(2 393)
Gains (pertes) non réalisés	(39 636)	(3 060)	—	—
Acquisitions/émissions	187 991	2 733	1 336	—
Cessions/remboursements	(156 752)	—	(18 320)	—
Juste valeur au 31 décembre 2020	1 278 935	111 735	19 423	(4 645)
Gains (pertes) non réalisés du résultat global sur les investissements et les passifs financiers détenus au 31 décembre 2020	(37 086)	(3 060)	—	—

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers (suite)

Les tableaux suivants présentent les principales techniques et les données utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3 :

	Au 31 décembre 2021			
	Juste valeur \$	Principales techniques d'évaluation	Données non observables	Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)
Investissements à impact économique québécois				
Prêts et avances	239 047	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 5,0 % à 16,1 % (8,4 %)
	5 137	Autres ⁽³⁾	—	—
Actions non participantes	129 853	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 6,4 % à 12,6 % (7,8 %)
Actions participantes majoritaires	314 237	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 8,3 % à 11,7 % (10,2 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 9,9 % à 19,9 % (13,8 %)
	2 488	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	—
	70 585	Actif net redressé	Actif net de l'entité	(2)
Actions participantes minoritaires	204 422	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 8,9 % à 19,0 % (10,4 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 6,7 % à 31,3 % (16,4 %)
	283 291	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	—
	82 112	Actif net redressé	Actif net de l'entité	(2)
	28 305	Autres ⁽³⁾	—	—
Billet	1 889	Actif net redressé	Actif net du fonds	(4)
Parts de fonds	406 619	Actif net redressé	Actif net du fonds	(2)
	1 767 985			
Autres investissements – Fonds immobiliers	79 192	Actif net redressé	Actif net du fonds	(2)
Montant à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	9 668	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 0,3 % à 9,0 % (6,3 %)
Passifs financiers	(1 210)	Diverses	—	

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Au 31 décembre 2020			
	Juste valeur \$	Principales techniques d'évaluation	Données non observables	Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)
Investissements à impact économique québécois				
Prêts et avances	89 133	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 7,0 % à 13,7 % (8,3 %)
	3 527	Autres ⁽³⁾	0	—
Actions non participantes	216 613	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 4,1 % à 12,3 % (6,2 %)
Actions participantes majoritaires	201 584	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 9,1 % à 13,1 % (11,1 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 8,7 % à 14,7 % (11,6 %)
	23 696	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	—
	39 018	Actif net redressé	Actif net de l'entité	(2)
Actions participantes minoritaires	180 882	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 8,5 % à 21,2 % (10,2 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 7,3 % à 43,1 % (17,7 %)
	53 281	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	—
	89 560	Actif net redressé	Actif net de l'entité	(2)
	30 911	Autres ⁽³⁾	-	—
Billet	2 918	Actif net redressé	Actif net du fonds	(4)
Parts de fonds	347 812	Actif net redressé	Actif net du fonds	(2)
	1 278 935			
Autres investissements – Fonds immobiliers	111 735	Actif net redressé	Actif net du fonds	(2)
Montant à recevoir sur les cessions d'investissement à impact économique québécois	19 423	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 0,3 % à 9,0 % (8,2 %)
Passifs financiers	(4 645)	Diverses	—	

(1) En raison des tailles très variées des entités composant le portefeuille, le flux caractéristique est présenté en pourcentage des ventes.

(2) En raison des tailles très variées des entités et des fonds composant le portefeuille, aucun intervalle de valeur des données n'est présenté pour l'actif net de l'entité ou du fonds.

(3) Les autres techniques d'évaluation regroupent notamment les méthodes de marchés comparables, de la valeur de transaction escomptée, de la valeur de rachat et de la valeur de liquidation.

(4) Le billet à recevoir est lié à un investissement à impact économique québécois effectué dans un fonds.

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers (suite)

Les principales techniques d'évaluation utilisées pour les actions participantes tiennent compte des investissements faits dans une même entité sous forme de prêts et avances ainsi que d'actions non participantes. Conséquemment, la juste valeur des actions participantes inclut ces investissements mixtes.

Sensibilité de la juste valeur aux données non observables

Bien que CRCD considère que les estimations de la juste valeur retenues aux fins des états financiers individuels sont appropriées, l'utilisation d'hypothèses différentes liées aux données non observables pourrait amener des résultats différents.

Prêts et avances, actions non participantes – Actualisation des flux monétaires

De façon générale, une augmentation (diminution) du taux de rendement exigé prise de façon isolée entraîne une diminution (augmentation) de la juste valeur. CRCD juge que l'effet de la substitution d'une ou de plusieurs hypothèses raisonnablement possibles pourrait entraîner une variation du taux de rendement exigé de l'ordre de 0,5 %. Une telle variation du taux de rendement exigé n'aurait toutefois aucune incidence directe significative sur la juste valeur des prêts et avances et des actions non participantes.

Actions participantes – Capitalisation des flux monétaires

Dans le cadre de l'évaluation d'un investissement donné, le recours à des hypothèses différentes liées aux deux données non observables, soit le flux monétaire caractéristique et le taux de capitalisation, pourrait entraîner une augmentation ou une diminution de la juste valeur de cet investissement. Toutefois, il existe des interrelations entre ces deux données non observables. En effet, l'utilisation d'hypothèses différentes liées à l'une de ces données entraîne généralement une révision des hypothèses sous-jacentes à l'autre donnée, limitant ainsi l'incidence sur la juste valeur.

En pratique, CRCD détermine un intervalle des justes valeurs acceptables pour chacun des investissements évalués, et le milieu de celui-ci est généralement retenu aux fins de présentation aux états financiers. En additionnant chacun de ces intervalles, l'écart cumulé entre le haut ou le bas de l'intervalle des justes valeurs acceptables et la juste valeur retenue de l'investissement exprimé en pourcentage de l'actif net de CRCD est de l'ordre de :

	Au 31 décembre 2021 \$	Au 31 décembre 2020 \$
Actions participantes majoritaires	+/- 0,5 %	+/- 0,3 %
Actions participantes minoritaires	+/- 0,6 %	+/- 0,4 %

CRCD est d'avis que le fait de modifier les deux données non observables pour refléter d'autres hypothèses raisonnablement possibles pour chacun des investissements évalués pris individuellement devrait avoir une incidence plus limitée que ce pourcentage sur l'actif net de CRCD.

Actions participantes – Transactions récentes et offres d'achat

Selon ces techniques, la juste valeur des actions participantes est fondée sur une donnée observable, soit le prix d'une transaction récente négociée entre des parties non liées ou le prix d'une offre d'achat reçue. CRCD doit porter un jugement pour déterminer si cette transaction récente est encore représentative de la juste valeur à la date d'évaluation ou si cette offre est sérieuse et crédible. Il peut aussi, au besoin, apporter certains ajustements jugés nécessaires, introduisant ainsi des données non observables dans l'établissement de la juste valeur. Le montant des ajustements est généralement peu significatif comparativement au prix de la transaction retenue ou de l'offre d'achat auquel ils se rapportent. CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers (suite)

Parts de fonds – Actif net redressé

Selon cette technique, la juste valeur des parts de fonds est fondée sur une donnée observable, soit l'actif net présenté aux plus récents états financiers audités de chaque fonds détenu et ajusté au besoin pour tenir compte des acquisitions ou des cessions de parts que CRCD a effectuées entre la date des états financiers de chacun de ces fonds et la date d'évaluation. Dans certaines circonstances, CRCD doit apporter certains autres ajustements qui font davantage appel au jugement. CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

Autres techniques d'évaluation

La juste valeur des actifs évalués selon d'autres techniques étant limitée, CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

Note 10 – Immobilisations incorporelles

	Développement informatique \$
Coût	
Au 31 décembre 2019	4 904
Acquisition	4 146
Au 31 décembre 2020	9 050
Acquisition	1 830
Au 31 décembre 2021	10 880
Amortissement cumulé	
Au 31 décembre 2019	(438)
Amortissement	(1 390)
Au 31 décembre 2020	(1 828)
Amortissement	(3 019)
Au 31 décembre 2021	(4 847)
Valeur nette comptable	
Au 31 décembre 2021	6 033
Au 31 décembre 2020	7 222

Note 11 – Comptes débiteurs

	Au 31 décembre 2021 \$	Au 31 décembre 2020 \$
Intérêts, dividendes et distributions à recevoir sur les investissements	10 757	8 942
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	9 668	19 423
Autres	267	545
Total	20 692	28 910

La variation de la juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois n'est pas imputable aux changements du risque de crédit. Ces montants à recevoir incluent des montants libellés en dollars américains pour une somme de 6,7 M\$ (18,2 M\$ au 31 décembre 2020).

Selon les informations disponibles à la date de clôture et les hypothèses posées sur le moment du recouvrement, CRCO s'attend à recouvrer des comptes débiteurs d'une valeur de 13,6 M\$ (9,7 M\$ au 31 décembre 2020) au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

Note 12 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

	Au 31 décembre 2021 \$	Au 31 décembre 2020 \$
Encaisse	19 116	7 003
Instruments de marché monétaire	7 179	14 599
Total	26 295	21 602

Au 31 décembre 2021, le montant d'encaisse inclut un montant de 12,2 M\$ (0,3 M\$ au 31 décembre 2020) en fidéicomis.

Note 13 – Passifs financiers

Les passifs financiers sont des montants que CRCD aurait à verser en vertu d'ententes contractuelles et dont la juste valeur est déterminée en fonction de l'évolution de la juste valeur de certains investissements à impact économique québécois sous-jacents.

Au 31 décembre 2021, CRCD détenait des passifs financiers d'une juste valeur de 1,2 M\$ qui sont liés à des investissements à impact économique québécois évalués en dollars américains (4,6 M\$ au 31 décembre 2020).

Le paiement des passifs financiers est directement lié à l'encaissement de sommes relatives à la cession de certains investissements à impact économique québécois. Étant donné que le moment de l'encaissement de ces sommes dépend d'événements futurs ou de la réalisation de certaines conditions, CRCD n'est pas en mesure de déterminer la période à laquelle il paiera ses passifs financiers. En revanche, puisque le paiement de ceux-ci se fait généralement à la suite de l'encaissement des sommes, le risque de liquidité est faible.

Note 14 – Comptes créditeurs

	Au 31 décembre 2021 \$	Au 31 décembre 2020 \$
Comptes fournisseurs et charges à payer	8 142	6 524
Autres comptes créditeurs	3 104	2 075
Montant à payer sur les acquisitions d'autres investissements	—	187
Total	11 246	8 786

CRCD s'attend à payer les comptes créditeurs au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

Note 15 – Marge de crédit

CRCD dispose d'une marge de crédit autorisée de 250 M\$ au 31 décembre 2021 et au 31 décembre 2020 auprès de la Fédération des caisses Desjardins du Québec (FCDQ). Cette marge de crédit porte intérêt au taux de crédit d'exploitation de la FCDQ majoré de 0,5 % et est renouvelable annuellement. La marge de crédit a été utilisée jusqu'à un montant de 48,5 M\$ au cours de l'exercice 2021 (128,2 M\$ au cours de l'exercice 2020). Au 31 décembre 2021 et au 31 décembre 2020, aucun montant n'était prélevé sur cette marge de crédit. Au 31 décembre 2021 et au 31 décembre 2020, un montant de 6,2 M\$ était réservé sous forme de lettre de crédit en lien avec les garanties et cautionnements.

Note 16 – Capital-actions

Autorisé

CRCD est autorisé à émettre des actions ordinaires et des fractions d'actions ordinaires de catégorie A « Émission » et de catégorie B « Échange », sans valeur nominale, participantes, avec droit de vote et droit d'élire des administrateurs au conseil d'administration, rachetables sous réserve de certaines conditions prévues par la Loi.

Pour chacune des périodes de capitalisation s'échelonnant du 1^{er} mars 2018 au 28 février 2021, CRCD était autorisé à recueillir un montant annuel maximal de 140 M\$ en actions de catégorie A « Émission » et à procéder à l'échange des actions de catégorie A « Émission » détenues depuis au moins sept ans en actions de catégorie B « Échange » pour une valeur maximale de 100 M\$.

Le 26 mars 2021, le gouvernement du Québec a autorisé CRCD à émettre des actions de catégorie A « Émission » pour un montant annuel maximal de 140 M\$ pour les périodes de capitalisation se terminant le 28 février 2022 et le 28 février 2023 et a également prolongé, pour les mêmes périodes, le programme d'échange d'actions de catégorie B « Échange » pour un montant autorisé maximal annuel de 50 M\$.

Chaque période de capitalisation a une durée de 12 mois et débute le 1^{er} mars de chaque année.

Émission

L'actif net de CRCD au 31 décembre 2021 s'élève à 2 594,7 M\$ et se répartit par émission comme suit :

Émission	Solde en M\$*			Rachat possible à compter de
	Actions "Émissions"	Actions "Échange"	Total	
2001 à 2014	1 026,5	—	1 026,5	Aujourd'hui
2015	219,2	—	219,2	2022
2016	184,9	—	184,9	2023
2017	173,9	—	173,9	2024
2018	169,9	120,9	290,8	2025
2019	155,9	116,0	271,9	2026
2020	166,0	118,5	284,5	2027
2021	143,0	—	143,0	2028
Actif net	2 239,3	355,4	2 594,7	

* Calculé à la valeur de l'actif net par action au 31 décembre 2021

Note 17 – Information concernant le capital

L'objectif de CRCD dans la gestion du capital est d'assurer la disponibilité de liquidités suffisantes pour effectuer des investissements conformément à sa mission et faire face aux demandes de rachat d'actions par les actionnaires. Le capital de CRCD est composé de l'actif net. Le contexte de la pandémie au premier semestre 2020 avait entraîné une augmentation des demandes de rachat d'actions de CRCD. De par son portefeuille des autres investissements, CRCD disposait des liquidités nécessaires pour honorer les rachats d'actions et effectuer les investissements pour soutenir les entreprises en portefeuille. Afin d'apporter davantage de souplesse dans la gestion des liquidités, les facilités de crédit mises en place depuis plusieurs années avaient été utilisées.

CRCD n'est pas assujéti à des exigences externes concernant son capital autres que celles régissant l'émission et le rachat de ses actions, tel qu'il est mentionné à la note 16.

CRCD a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires, afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement et de créer une plus-value pour les actions.

Note 18 – Charges

	2021 \$	2020 \$
Autres frais d'exploitation		
Frais informatiques	6 101	3 154
Honoraires pour services professionnels	315	672
Rémunération des membres du conseil d'administration et de ses comités	633	570
Honoraires d'audit	176	234
Frais de garde et rémunération du fiduciaire	133	121
Marketing	575	22
Autres charges	640	387
Total	8 573	5 160
Services aux actionnaires		
Frais de fiduciaire (registrariat)	2 226	2 201
Communication de l'information aux actionnaires	76	349
Frais de distribution	4 561	5 188
Frais informatiques	3 735	3 183
Autres charges	549	349
Total	11 147	11 270

Note 19 – Impôts sur le bénéfice

Charge (recouvrement) d'impôts sur le bénéfice

Les impôts sur le bénéfice se détaillent comme suit :

	2021 \$	2020 \$
Exigibles	3 588	(1 542)
Différés	(3 726)	4 066
Total	(138)	2 524

Rapprochement du taux d'imposition

Le taux réel d'imposition sur le bénéfice diffère du taux de base pour les raisons suivantes :

	2021 \$	2020 \$
Impôts selon le taux d'imposition de base combiné de 39,5 % (39,5% en 2020)	92 565	19 336
Écarts permanents entre le bénéfice avant impôts et le revenu imposable et autres éléments		
Pertes (gains) réalisés et non réalisés sur investissements	(83 650)	(10 440)
Dividendes non imposables	(9 028)	(4 818)
Autres	(25)	(1 554)
Total	(138)	2 524

Note 19 – Impôts sur le bénéfice (suite)

Solde d'impôts sur le bénéfice

Les impôts sur le bénéfice comptabilisés aux bilans se détaillent comme suit :

	Au 31 décembre 2021 \$	Au 31 décembre 2020 \$
Actifs		
Impôts en main remboursables	33 452	30 996
Impôts sur le bénéfice à recouvrer	—	87
Total	33 452	31 083
Passif		
Impôts sur le bénéfice à payer	(3 293)	—
Impôts différés - frais d'émission et de distribution	3 602	3 697
Impôts différés - montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	(2 313)	(7 025)
Impôts différés - autres	(1 797)	(906)
Total	(3 801)	(4 234)

CRCD s'attend à payer 1,8 M\$ (à recouvrer 7,0 M\$ au 31 décembre 2020) d'impôts sur le bénéfice au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

Note 20 – Informations relatives aux parties liées

Les parties liées à CRCD comprennent Gestion Desjardins Capital inc. (DC), son gestionnaire qui est une filiale de la FCDQ et qui fait partie du Mouvement des caisses Desjardins. CRCD est donc indirectement lié au Mouvement des caisses Desjardins. Les parties liées incluent également les principaux dirigeants de CRCD.

- CRCD a retenu les services de DC et l'a mandaté pour qu'il assure la gestion et l'exploitation complète de CRCD, conformément aux stratégies et aux objectifs approuvés par le conseil d'administration. Cette convention de gestion qui était en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2018, pour une durée de trois ans, a été modifiée et prévoit dorénavant des renouvellements automatiques pour des termes d'un an, à moins d'une résiliation de la part d'une des parties. En vertu de cette convention, les frais de gestion sont équivalents à un taux maximum de 1,75 % de la valeur moyenne annuelle des actifs de CRCD, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Un ajustement aux frais de gestion de CRCD est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de CRCD dans d'autres fonds d'investissement, que ceux-ci soient dans le portefeuille des investissements à impact économique québécois ou des autres investissements. DC et CRCD ont convenu que, pour un exercice donné, un ajustement pourrait également être apporté afin de permettre à CRCD de bénéficier d'économies d'échelle réalisées par DC liées à la croissance des actifs de CRCD. Les honoraires de négociation provenant des entreprises en portefeuille sont gagnés par DC, et les frais de gestion que CRCD doit payer sont diminués d'un montant équivalent.
- CRCD a confié à Fiducie Desjardins inc. le mandat de tenir ses registres d'actionnaires et de transferts des actions. Celle-ci agit aussi comme intermédiaire pour divers services de soutien aux actionnaires. Cette convention qui était en vigueur du 1^{er} juillet 2016 jusqu'au 31 décembre 2020 a été modifiée et prévoit dorénavant des renouvellements automatiques pour des termes d'un an, à moins d'une résiliation de la part d'une des parties.
- CRCD a confié la garde de valeur de ses actifs à Fiducie Desjardins inc. Le contrat de garde et d'administration qui était en vigueur du 1^{er} mai 2009 au 31 décembre 2020 a été modifiée et prévoit dorénavant des renouvellements automatiques pour des termes d'un an, à moins d'une résiliation de la part d'une des parties.
- CRCD a confié à la FCDQ l'encadrement des activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. Cette convention qui était en vigueur du 1^{er} juillet 2016 jusqu'au 31 décembre 2020 a été modifiée et prévoit dorénavant des renouvellements automatiques pour des termes d'un an, à moins d'une résiliation de la part d'une des parties. Également, CRCD s'est engagé à verser, si requis, des honoraires de projets afin de réaliser les travaux pour faire évoluer les outils et les applications supportant le processus de distribution des actions de CRCD.
- CRCD a confié au réseau des caisses Desjardins des activités relatives à la distribution de ses actions.
- CRCD a confié à la FCDQ, ses opérations bancaires liées à ses activités quotidiennes et le rôle de contrepartiste pour les contrats de change.
- CRCD a confié à Valeurs mobilières Desjardins le rôle de courtier de plein exercice. Son travail consiste à être intermédiaire pour les ventes et les achats des actions transigées sur des marchés publics.
- CRCD a confié à Groupe Technologies Desjardins sa stratégie de développement des technologies de l'information (plan directeur TI).

Note 20 – Informations relatives aux parties liées (suite)

Transactions entre les parties liées de CRCD

Dans le cours normal de ses activités, CRCD a conclu des opérations avec d'autres entités du Mouvement des caisses Desjardins et toutes ces opérations sont mesurées à la valeur d'échange. Sauf indication contraire, aucune des transactions ne comporte de caractéristiques ni conditions spéciales. Les soldes sont généralement réglés en trésorerie. Les opérations et les soldes se détaillent comme suit :

	Au 31 décembre 2021			Au 31 décembre 2020		
	DC \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$	DC \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$
Bilans						
Actif						
Autres investissements	—	2 340	2 340	—	719	719
Immobilisations incorporelles	—	6 033	6 033	—	7 222	7 222
Encaisse	—	7 004	7 004	—	7 094	7 094
Passif						
Comptes créditeurs	2 627	4 904	7 531	907	5 526	6 433

	2021			2020		
	DC \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$	DC \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$
États du résultat global						
Produits						
Gains (pertes) sur investissements	—	721	721	—	(471)	(471)
Charges						
Frais de gestion	26 168	—	26 168	21 321	—	21 321
Autres frais d'exploitation	—	6 011	6 011	—	2 902	2 902
Services aux actionnaires	—	10 522	10 522	—	10 572	10 572

⁽¹⁾ Les autres parties liées comprennent la FCDQ ainsi que ses filiales, soit Valeurs mobilières Desjardins, Groupe Technologies Desjardins, Fiducie Desjardins, Desjardins Société de placement et Desjardins Gestion internationale d'actifs. Elles comprennent aussi le réseau des caisses Desjardins.

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants de CRCD sont les membres du conseil d'administration. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021, la rémunération des principaux dirigeants se compose uniquement d'avantages à court terme pour un montant de 498 000 \$ (484 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020).